

Comment ajuster la FPC aux défis de demain



Werner Eckes (IFBL), Paul Emering (Chambre de Commerce), René Friederici (Paul Wurth), Jean-Claude Reding (OGBL), Bruno Renders (IFSB), Claude Wehenkel (CRP HT) et Nic Aiff (MENFP) lors de la conférence

Photo: F. Aussems

«Il est temps de remettre en question les idées reçues», affirmait Nic Aiff, le directeur de la formation professionnelle au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle en introduction d'une conférence-débat à la Coque organisée par le MEN et l'Institut National pour le Développement de la Formation Professionnelle Continue sur la contribution de la FPC à l'évolution des savoir-faire au Grand-Duché. La veille, la Chambre des Députés avait donné son feu vert à une réforme de l'apprentissage destinée entre autres à revaloriser les métiers manuels, plus demandés que jamais pour mettre en pratique les innovations technologiques mais malheureusement toujours considérés comme une voie

que n'emprunteraient que ceux qui ont échoué à d'autres études. Cette loi est aussi la première qui introduit le concept de la validation des acquis, qui permet la valorisation de l'expérience dans le processus d'obtention d'un diplôme... Bien que doucement, le Grand-Duché «ajuste» donc ses compétences.

La diversification économique passe par les compétences

Et il n'a pas d'autre choix que d'essayer de les améliorer sans cesse pour assurer la compétitivité de son économie dans un environnement concurrentiel mondial. Les turbulences finan-

cières et économiques, décrites par le directeur de la Chambre de Commerce, Pierre Gramegna en ouverture de conférence, ne changeront rien à ce défi ni aux objectifs fondamentaux de la fameuse «Stratégie de Lisbonne» de 2001, destinée à faire de l'Union européenne l'espace économique le plus compétitif de la planète à l'horizon 2010. Horizon trop proche bien sûr et qui semble s'éloigner aujourd'hui au vu de la crise économique dont Pierre Gramegna releva le caractère exceptionnel. Mondiale, systémique et ultrarapide, elle n'aurait que peu de points communs avec la débâcle de 1929. Elle marquerait la fin d'une ère, de certaines «niches» surtout dans le secteur financier dont le Grand-Duché tire une bonne partie de sa prospérité. Et

Gramegna de souligner l'impérieuse nécessité de diversification de l'économie luxembourgeoise. En s'engageant par exemple davantage dans les secteurs de la logistique ou encore des biotechnologies. Inutile de préciser que le développement de ces secteurs requiert la disponibilité sur place de professionnels compétents. Qu'on peut essayer d'attirer de par le monde, mais aussi tenter de former au Luxembourg même. En formation initiale et continue bien entendu, en offrant des possibilités de reconversion à des professionnels issus d'autres secteurs.

Mais comment anticiper les besoins de demain? Et comment ajuster l'offre et les méthodes de la FPC au Luxembourg en conséquence? Des questions qui ont été abordées par la suite lors d'une table ronde servie par Werner Eckes (Institut de Formation Bancaire), Paul Emering (Chambre de Commerce), René Friederici (Paul Wurth), Jean-Claude Reding (OGBL), Bruno Render (Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment) et Claude Wehenkel (Centre de Recherche Public Henri Tudor) en présence de Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle. Observer les besoins en compétences et l'évolution des secteurs - un Observatoire de la FPC est en train de se mettre en place, ndlr - dialoguer avec les secteurs, aller vers des certifications internationales, renforcer le soutien aux transitions de carrière... Quelques pistes - connues - pour orienter un débat qui mérite d'être mené en continu.